



**Syndicat  
CGT  
Renault Cléon**

cgt.renault.cleon@wanadoo.fr  
cgt.cleon@renault.com  
fax: 01 76 86 78 40

**- TOUS EN GRÈVE  
LE 16 NOVEMBRE !  
- APPEL À LA GRÈVE  
CGT INTÉRIM.**

**Site CGT Cléon: [cgtrenaultcleon.fr](http://cgtrenaultcleon.fr)**

**Mardi 14 novembre 2017**

**La CGT appelle à la grève au niveau national et sur le groupe Renault le 16 novembre.**

L'intersyndicale s'élargit, les syndicats **CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES**, et les organisations étudiantes **UNEF, UNL, FIDL** appellent à la grève et aux manifestations le 16 novembre contre la casse sociale organisée par Macron et sa bande.

Macron, le robin des bois « à l'envers », il prend aux pauvres pour donner aux riches et veut supprimer un siècle de luttes en quelques mois !!!

**Macron veut ratifier les ordonnances, destructrices pour l'ensemble des salariés, fin novembre, nous devons l'arrêter.**

Souvenons-nous que la loi instaurant le CPE (Contrat première embauche de «De Villepin») en 2006, avait été votée, publiée, mais jamais appliquée face à la mobilisation de la rue.

Les Routiers et Dockers ont obtenu le maintien de leurs primes et rémunérations, mais ils continuent le combat contre le reste des ordonnances.

**Tous ensemble, tout est encore possible.**

## Rappel :

Avec les ordonnances Macron, les patrons pourront remettre en cause, entreprise par entreprise :

- Les primes d'ancienneté.
- Les primes de transport.
- Les primes de nuit.
- Modifier les horaires de travail...
- Modifier les contrats de travail et licencier ceux qui

refuseraient.

- Les licenciements seront simplifiés et n'auront même plus besoin d'être motivés.

- les ordonnances Macron, c'est la disparition des DP, CHSCT et CE et donc la réduction du nombre d'élus afin de casser toute résistance et permettre ensuite d'attaquer les primes, salaires, temps de travail...



La situation est de plus en plus insupportable, quand le gouvernement Macron choisit de baisser les APL de 5 euros et prend ainsi 400 millions d'euros aux bénéficiaires en 2018, il fait cadeaux de 3.2 milliards d'euros aux plus riches avec la suppression de l'ISF, cherchez l'erreur...



Macron multiplie les mesures contre les salariés, les retraités et la jeunesse. Ordonnances contre le code du travail, attaque contre les services publics, réduction d'effectifs, suppression massive d'emplois aidés, attaque contre la formation professionnelle, l'assurance chômage, les retraites et les retraités...

**Et maintenant le gouvernement remet en cause le droit aux études supérieures pour tous.**

Le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche a présenté les mesures concernant les nouvelles conditions d'accès en licence. Plutôt que de créer les postes nécessaires pour répondre à l'augmentation du nombre d'étudiants, la ministre organise la sélection à l'entrée à l'université et liquide de fait le baccalauréat comme premier grade universitaire. **Le futur APB fera des :**

**- « propositions personnalisées » afin d'opérer un tri selon le « profil du lycéen ».**

Il remet en cause la possibilité aux jeunes des classes populaires et moyennes d'accéder aux filières dites « d'excellence » !

*« Si pour des raisons de capacité d'accueil, l'université ne peut admettre tous les candidats, la priorité sera donnée à ceux dont le parcours, la motivation et le projet sont les plus cohérents avec la formation choisie »* indique le communiqué de presse du gouvernement.

**C'est une remise en cause totale pour chaque bachelier de suivre les études supérieures de son choix.**

**Jeudi 16 novembre, à Cléon, la CGT vous appelle à vous mettre en grève 2 heures minimum pouvant aller à la journée dans toutes les équipes.**

**- Appel dans la nuit du 15 au 16 pour l'équipe de nuit.**

**La CGT appelle les salariés à participer massivement à la manifestation prévue à Rouen, Cours Clémenceau à 10H30.**

# NON A LA LOI TRAVAIL XXL

**Le 16 novembre,  
utilisons la grève pour faire plier le  
gouvernement et le MEDEF !**

**Les ordonnances, la casse de nos emplois, la destruction de nos droits sociaux, méritent une riposte de grande ampleur. Les mesures engagées par le président MACRON et son gouvernement sont une véritable déclaration de guerre contre les salariés et notamment contre les plus fragiles.**

Ce gouvernement ne se limite pas à vouloir faciliter les licenciements et imposer le contrat ultra-précaire CDI-fin de chantier (CDI-C) à l'ensemble des salariés et particulièrement aux intérimaires. Il veut aller plus loin et faire des économies sur notre dos.

**MACRON a annoncé vouloir en finir avec l'assurance chômage, l'assurance maladie et notre système de retraites.** Suite aux nouvelles négociations sur l'assurance chômage, les nouvelles règles sont entrées en vigueur. Elles prévoient une nouvelle baisse d'allocation. Jusqu'à -28% pour les salariés intérimaires qui subissent des contrats courts, à la journée ou à la semaine.

Pour les privés d'emploi qui ont entre 50 et 53 ans, ils perdront une année d'indemnisation. Ce sera 2 ans maximum au lieu de 3.

Sur les retraites, un projet de « loi-cadre » a été fixé pour le premier semestre 2018. L'objectif du MEDEF et du gouvernement est de fusionner tous les régimes de retraite dans un système par points, ce qui va entraîner une considérable baisse du montant des pensions.

**La CGT INTERIM se bat pour l'amélioration des droits des salarié-e-s intérimaires, leur portabilité entre deux missions, des protections renforcées, l'embauche en CDI,...** Notre présence dans les entreprises auprès des salariés intérimaires et permanents des sociétés de travail temporaire, sont nos priorités. Et elle commence à porter ses fruits.

**Durant ces derniers mois, plusieurs centaines de salariés intérimaires ont décidé de franchir le pas et faire grève pour de meilleures conditions de travail, salaire et emplois de qualité.**

Chez U LOG à Mulhouse, des intérimaires s'étaient mis en grève pour dénoncer le rabaillage de leurs salaires. Plus récemment, chez PSA Rennes et PSA Sochaux, ils ont été plus d'une centaine à hausser le ton avec le soutien de la CGT. Chez FEEDBACK, sous-traitant de ENEDIS, une trentaine d'intérimaires a exercé un droit de retrait massif de leur poste face aux conditions de travail exécrables.

## **Tout est possible pour celles et ceux qui luttent !**

Que l'on soit en CDI ou en intérim, nous sommes tous attaqués et c'est tous ensemble, par l'action collective que nous pouvons répondre efficacement aux attaques du gouvernement et du MEDEF.

### **Jeudi 16 novembre 2017**

### **Journée nationale de mobilisation, grève et manifestation contre les attaques MACRON !**

→ **A PARIS : 14h00 - Place de la République**

→ **En province : Restez attentifs aux appels qui seront affichés ou distribués dans les entreprises où vous êtes en mission.**